

La crise à reculons

Michel Husson, *Regards*, avril 2009

Face à la crise, la bourgeoisie voudrait bien avoir un ou deux coups d'avance. Ainsi l'économiste en chef de l'OCDE, Klaus Schmidt-Hebbel, admet que « le pire des scénarios est en train de se matérialiser » (1) mais reste ferme sur les principes : « La débâcle dans le secteur financier ne remet pas en question les effets bénéfiques des réformes recommandées des marchés de produits et du marché du travail ». Dans une version préliminaire de son étude consacrée à la France, l'OCDE prend ses désirs pour des réalités : « dès la reprise bien engagée, il sera urgent de mettre en application un programme de réduction du déficit public, conformément aux obligations du pacte de stabilité et croissance ». C'est l'inconscient bourgeois qui s'exprime ici : les affaires vont redémarrer en 2010 et il faudra immédiatement éponger les dépenses excessives de 2009 en engageant un vaste plan d'austérité.

Mais la déception est au coin de la rue. Toutes les prévisions pour 2009 sont d'un noir très profond : recul de 2,7 % du PIB européen, déficit budgétaire à 5,6 % du PIB en France, plusieurs centaines de milliers d'emplois détruits, etc. Si c'était seulement une fluctuation un peu forte, on pourrait, à l'instar de Trichet, imaginer un redémarrage en 2010. Mais l'économie mondiale ne repartira pas spontanément parce que la crise est structurelle : les modèles de croissance des Etats-Unis et de la Chine - fondés respectivement sur l'endettement des ménages et sur le tout à l'export - sont durablement détraqués. Dans les deux cas, il faut mettre en place de nouveaux arrangements. Et cela prendra du temps, d'autant plus que l'incertitude la plus grande règne sur la compatibilité des ajustements au niveau mondial en matière de taux de change du dollar, de déficit US, et de recyclage des excédents chinois.

En dépit des grands discours, l'Union européenne est en train d'imploser en tant qu'entité économique. Plusieurs pays au bord de la banqueroute, absence de volonté politique et d'instruments de coordination, relances factices et chacun pour soi : tout cela non plus ne peut être réglé en quelques mois et nécessiterait une refondation complète du mode de fonctionnement de l'Union.

Et surtout, la crise financière est loin d'être terminée. Il faut s'attendre à une longue période de défaillances et de sauvetages, comme le montrent les déboires à répétition d'AIG (*American International Group*) : ce groupe d'assurances enfoncé jusqu'au cou dans la garantie de créances pourries a subi une perte de 62 milliards de dollars au dernier trimestre 2008. D'où une rallonge de 30 milliards de dollars qui se rajoute aux 150 déjà reçus en 2008. Personne ne sait si cela suffira et AIG trainerait encore quelques 300 milliards de dollars de *credit default swaps* douteux. Même la crise hypothécaire qui a tout déclenché n'est pas résorbée. Au contraire, elle s'étend : après les *subprimes*, c'est au tour des *Alt-A* (des crédits moins douteux) de se dégingliser et, selon un analyste financier cité par *The Economist*, « une vague encore plus grosse se profile à l'horizon et elle englobe tous les types de prêts ».

La bourgeoisie navigue à vue entre Charybde et Scylla : soit risquer de plomber pour dix ans l'économie mondiale, soit nationaliser les banques pour faire le ménage. Elle y va à reculons mais elle va être obligée de le faire, à sa manière évidemment : pas trop et pas trop longtemps. Pourtant la solution rationnelle consisterait à nationaliser toute la finance. Ce n'est pas le goût de la surenchère qui conduit à cette conclusion mais la simple observation de ce flux continu de pertes, de faillites et de sauvetages. Et aussi les faiblesses des autres solutions : injecter de l'argent ne donne rien, c'est un puits sans fond ; accorder une garantie publique revient à transférer sur le budget des pertes potentielles énormes ; avec la *bad bank*, l'Etat rachète les actifs toxiques des banques, sauf que cette toxicité est évolutive et que personne ne sait quel pourrait être le « juste prix » des actifs pourris. D'un point de vue aussi bien économique qu'éthique, la nationalisation intégrale est le seul moyen de mettre tout à plat, de faire les comptes puis le tri et de ne pas pourrir la prochaine décennie au nom de la protection d'intérêts sociaux en faillite.

(1) les références sont en ligne à : <http://tinyurl.com/crise09>